



**DECISION N°083/2022/ARMP/CRD/DEF DU 10 AOUT 2022  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DU GROUPEMENT DEBRO ETOILE  
ENERGIE POUR CONTESTER L'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE RELATIF  
AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA PISTE KANTORA LY-SEDHIOU MAMOUR  
NDARY LANCÉ PAR LA COMMUNE DE DABALY**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n°2022-07 du 19 Avril 2022 modifiant la loi n°65-51 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, notamment en ses articles 30 et 31 ;

Vu le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 07-20 du 28 avril 2020 portant désignation des membres du Comité de Règlement des Différends ;

VU le recours du GROUPEMENT DEBRO ETOILE ENERGIE du 29 juillet 2022 ;

VU la quittance de consignation n°100012022003263 du 1<sup>er</sup> Aout 2022 ;

Sous le rapport de Madame Henriette DIOP TALL ;

En présence de monsieur Mamadou Dia Président, Madame Aïssé Gassama Tall et messieurs Mbareck DIOP et Moundiaye Cissé, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, Secrétaire rapporteur du CRD ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la réglementation ;

Adopte la présente délibération ;

Par lettre en date du 29 juillet 2022, reçu le même jour au service courrier de l'ARMP, le GROUPEMENT DEBRO ETOILE ENERGIE a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) pour contester l'attribution provisoire du marché relatif aux travaux d'entretien de la piste Kantora Ly-Sedhiou Mamour Ndary lancé par la Commune de DABALY.

## **SUR LA RECEVABILITE**

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 89 du Code des marchés publics (CMP) que tout candidat à un marché public doit, préalablement à tout recours contentieux, saisir la personne responsable du marché d'un recours gracieux dans le délai de cinq (05) jours ouvrables à compter de l'avis d'attribution provisoire du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel à concurrence ;

Que la personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de trois (03) jours ouvrables, au-delà duquel, le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Considérant qu'en l'absence de suite favorable au recours gracieux, le candidat doit saisir le CRD dans un délai de trois jours (03) suivant la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai imparti à l'autorité contractante pour y répondre ;

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Code des marchés publics, dès réception du recours, le Comité de Règlement des Différends examine si celui-ci est recevable et, dans l'affirmative, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché ;

Considérant qu'il découle de ces articles que les recours gracieux et contentieux devant le CRD pour contester la décision d'attribution provisoire d'un marché par l'autorité contractante obéissent à des délais dont le point de départ est bien précisé par la réglementation ;

Que pour le recours gracieux, son délai court à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire conformément à l'article 89 susvisé ou à défaut, le jour de la notification du rejet de l'offre par l'autorité contractante selon une jurisprudence constante du CRD ;

Considérant qu'en l'espèce, le requérant relève, dans son recours, avoir eu des informations portant sur l'attribution du marché susvisé à l'entreprise SENTHRAS ayant présenté une offre d'un coût de 134.340.050 FCFA, toutes taxes comprises (TTC), sans ligne de crédit et attestation de l'ARMP, plus onéreuse que celle qu'il a présentée d'un montant de 125.937.270 FCFA TTC ;

Considérant qu'il ressort de l'instruction du recours que la commune de Dabaly n'a pas encore procédé à la publication d'un avis d'attribution provisoire relatif au marché susvisé ;

PO03-EN07 – 01





Qu'elle n'a pas, en outre, notifié au requérant le rejet de son offre ;

Qu'il s'ensuit que les délais de recours gracieux et contentieux devant le CRD n'ont pas encore commencé à courir ;

Que la saisine du CRD étant prématurée, le recours doit être déclaré irrecevable ;

Qu'il y a lieu également d'ordonner la confiscation de la consignation ;

#### **PAR CES MOTIFS :**

- 1) Dit que les recours gracieux et contentieux devant le CRD pour contester la décision d'attribution provisoire d'un marché par l'autorité contractante obéissent à des délais dont le point de départ est bien précisé par la réglementation ;
- 2) Dit que pour le recours gracieux, son délai court à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire conformément à l'article 89 susvisé ou à défaut, le jour de la notification du rejet de l'offre par l'autorité contractante selon une jurisprudence constante du CRD ;
- 3) Constate qu'il ressort de l'instruction du recours que la commune de Dabaly n'a pas encore procédé à la publication d'un avis d'attribution provisoire relatif au marché susvisé, ni notifié au requérant le rejet de son offre ;
- 4) Dit que les délais de recours gracieux et contentieux devant le CRD n'ont pas encore commencé à courir ;

- 5) Dit que le recours présenté au CRD est prématuré et doit être déclaré irrecevable ;
- 6) Ordonne la confiscation de la consignation ;
- 7) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier au GROUPEMENT DEBRO ETOILE ENERGIE et à la Commune de DABALY ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

**Le Président**

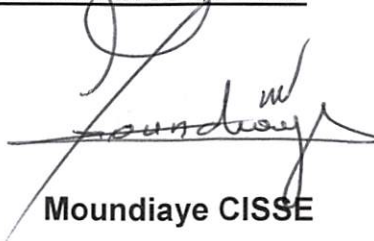


**Mamadou DIA**

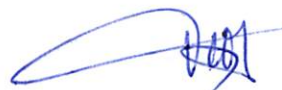
**Les membres du CRD**



**Aïssé Gassama TALL**



**Moundiaye CISSE**



**Mbareck DIOP**

**Le Directeur Général,  
Rapporteur**



**Saër NIANG**